

Tandis que les attaques contre les droits des femmes et LGBTQIA+ se multiplient depuis l'arrivée au pouvoir du président d'extrême droite Javier Milei en Argentine, les féministes élaborent les contours de ce qu'elles appellent l'antiféminisme d'État pour caractériser la période en cours. Contretemps a interrogé [Veronica Gago](#), théoricienne féministe argentine de la grève féministe.

Contretemps : d'où vient le terme « antiféminisme d'État » et peux-tu le définir brièvement ?

Il me semble que c'est un terme qui correspond à la réalité argentine actuelle. Différentes analyses ont caractérisé le cycle réactionnaire que nous vivons, en prenant en compte l'antiféminisme comme une composante clé. Ce n'est pas quelque chose de totalement nouveau, mais cela s'est accentué ces dernières années. Aujourd'hui, dans le cas de Milei, nous assistons à un revirement : il s'agit d'une politique active, avec des caractéristiques définies et menée par l'État.

Dans deux sens : une rhétorique violente de la communication présidentielle qui, à travers des discours, des posts et des reposts, rend explicite un contenu sexiste, homophobe et haineux à l'égard des femmes et des minorités de genre qui sont désignés comme des ennemis publics et, simultanément, une politique d'État qui défait, coupe et annule les politiques publiques et les droits qui traitent des questions liées à la violence sexiste et aux réparations historiques accordées à la communauté lgbtq+.

Je fais référence à la fermeture de domaines spécifiques de l'État ainsi qu'au financement de programmes publics. Cela va de la fermeture du ministère des femmes à l'interdiction d'utiliser un langage inclusif dans l'administration publique, en passant par l'élimination de la ligne téléphonique d'urgence pour les violences, les programmes de soutien économique aux plaignants, l'annulation du quota de travail pour les travestis et les trans, la carte d'identité non binaire et les modifications apportées à la loi sur l'identité de genre, ainsi qu'un projet législatif visant à pénaliser les fausses plaintes inférieures à 1 %.

À cela s'ajoutent l'obstruction et le financement délibéré qui affectent le droit à l'avortement légal, sûr et gratuit, ainsi qu'une attaque permanente contre l'éducation sexuelle dans les écoles. Par antiféminisme d'État, j'entends l'utilisation systématique de la violence par l'appareil d'État afin d'annuler les droits des femmes, des lesbiennes, des travestis, des personnes trans, non binaires et intersexuées, de telle sorte que les organes gouvernementaux deviennent des agents actifs de cette violence.

Contretemps : comment les politiques argentines du président d'extrême droite Milei sont-elles liées à l'antiféminisme d'État ?

Comme je l'ai souligné, il existe une relation organique, systémique et directe. Les politiques d'ajustement ont bien sûr un impact prioritaire sur les femmes et les minorisé·es de genre, qui sont les personnes dans les pires conditions sur le marché du travail et dans l'accès aux droits fondamentaux tels que le logement et la santé. En outre, ce sont elles qui ont le plus de personnes à charge, c'est-à-dire qui ont le plus de responsabilités en matière de soins et qui sont les plus endettées en raison de ce travail non rémunéré.

Comme nous le savons, ces conditions structurelles sont liées à la violence fondée sur le genre, qui a augmenté dans notre pays. En outre, comme l'État lui-même mène des politiques antiféministes, la dénonciation de la violence est inhibée et, plus important encore, les conditions de possibilité des luttes féministes, qui en Argentine ont été massives, radicales et intersectionnelles, sont attaquées.

Bien sûr, il s'agit d'un phénomène international : ce n'est pas pour rien que la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) vient de se tenir à Buenos Aires, réunissant des dirigeants conservateurs et ultra-catholiques du monde entier, qui célèbrent l'avancée anarcho-capitaliste, antiféministe et haineuse de Milei comme une bannière de défense de l'Occident. Pourtant, dans le cas de Milei, il y a une désinhibition furieuse de la politique sexiste et une célébration par l'État de cette violence.

Contretemps : d'où viennent les acteurs publics impliqués dans cet antiféminisme, et existe-t-il des contradictions et des tensions au sein des institutions ?

Il s'agit d'une politique gouvernementale dont la clé est la production du chaos et de la destruction. Telle est sa force « décisionnelle » : détruire une série de droits et promouvoir la concentration absolue du pouvoir des entreprises liées à l'économie financière, de plateforme et extractiviste. Même si l'importance de la bataille culturelle est essentielle, il me semble qu'ils sont plus séduits par Carl Schmitt que par Antonio Gramsci.

La clé de ce plan est la destruction des organismes publics qui garantissent les politiques de droits sociaux et la stigmatisation plus générale de l'emploi public. Il y a donc une attaque continue contre les travailleurs de l'État et en même temps un renforcement du financement incontrôlé de l'appareil de sécurité. Bien entendu, le discours sur le travail public et les programmes sociaux, considérés comme des éléments improductifs et parasites contraires au mandat de déficit zéro de l'austérité, s'approfondit. Cela coexiste harmonieusement avec les exonérations historiques accordées aux entreprises, les dépenses excessives du gouvernement dans des domaines tels que les voyages et les programmes commerciaux qui sont très avantageux pour les investisseurs étrangers.

Les contradictions et les tensions proviennent du conflit que les travailleurs de ces politiques publiques eux-mêmes parviennent à maintenir et de l'organisation populaire de ceux qui en bénéficient.

Contretemps : comment résister à l'antiféminisme d'État ?

Il est nécessaire de construire une organisation à plusieurs échelles et de manière capillaire : l'ultra-droite a copié cette méthodologie. Sonia Corrêa propose d'envisager ces forces réactionnaires sous la figure de l'« hydre », comme un écosystème complexe et mutant dans lequel évoluent des forces religieuses, laïques, commerciales, intellectuelles et politiques. Il est clair qu'il répond, réplique et cherche à capturer également un mode

d'organisation féministe multi-scalaire et internationaliste que nous ne pouvons pas abandonner.

Cela implique d'identifier les points où l'ultra-droite trouve des champs de bataille (réseaux sociaux, universités, écoles, lieux de travail, hôpitaux, économie de plateforme).

L'approfondissement de notre politique de capillarisation implique un tissage d'alliances et une lutte au corps à corps dans chaque école, dans chaque hôpital, là où prolifèrent les discours et les pratiques contre « l'idéologie du genre ». Aujourd'hui en Argentine, cette lutte est quotidienne et centrale.

La combinaison des niveaux et des échelles a une dimension étatique à travers les politiques publiques comme points stratégiques qui sont attaqués ou qui changent leur orientation vers une orientation conservatrice ou familialiste, mais aussi dans la confrontation au niveau subjectif au-delà des institutions, où l'on veut imposer l'austérité comme une pratique « sacrificielle », ce que ce gouvernement célèbre comme un plan d'extermination.

*

Propos recueillis par Fanny Gallot